

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud - CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 28/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 04/02/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **ARCELORMITTAL FRANCE**

Route des Sables  
RD 107 - Rond-point des Forges - BP 5  
44610 Indre

**Références :** N5-2025-0124  
**Code AIOT :** 0006301117

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté Route des Sables RD 107 - Rond-point des Forges - BP 5 44610 Indre. L'inspection a été annoncée le 20/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE
- Route des Sables RD 107 - Rond-point des Forges - BP 5 44610 Indre
- Code AIOT : 0006301117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ARCELORMITTAL FRANCE exploite, sur le site d'Indre, des installations de fabrication d'acier plat pour emballages (acier chromé ou étamé).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi des équipements - Dispositifs de désenfumage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II Arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/06/2023, article 1	Astreinte, Demande d'action corrective	
4	Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, articles 18 et 21	Demande d'action corrective	
5	Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, articles 18 et 21	Demande d'action corrective	
6	Débit et vitesse d'éjection des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Demande d'action corrective	
8	Suivi des équipements - Extincteurs	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-1	Demande d'action corrective	1 mois
9	Suivi des équipements - Détection Incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 10-II à IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
10	Suivi des équipements - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5-III	Demande de justificatif à l'exploitant	
11	Suivi des équipements - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dépassement de la concentration en Legionella pneumophila du 20-09-2024	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II-1	Sans objet
3	Incidents - Rejets aqueux non-conformes	Code de l'environnement, article R512-69	Sans objet
7	Rejets spécifiques des installations de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 13-2-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

En particulier, l'exploitant doit, dans les plus brefs délais, mettre en conformité ses installations de traitement de surfaces avec les dispositions de l'article 3-II de l'AM du 30-06-2006 ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06-06-2023. Pour ce constat, au vu de l'absence de perspectives de mise en conformité à brève échéance, il est proposé à Monsieur le Préfet des suites administratives.

Par ailleurs, l'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Suivi des équipements - Dispositifs de désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>AM 30-06-2006 - Article 3-II</u> : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs sont adaptés aux risques particuliers de l'installation et sont à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p><u>APMD 06-06-2023 - Article 1</u> : La société ARCELORMITTAL FRANCE (...) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé (...) en mettant en conformité le système de désenfumage équipant les lignes de traitement de surfaces dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>La société ARCELORMITTAL FRANCE transmet à l'inspection des installations classées les éléments suivants, attestant de l'avancement des travaux de mise en conformité susvisés :</p> <p>- cahier des charges des travaux à transmettre sous 6 mois ;</p>

- bon de commande des travaux à transmettre sous 9 mois.
<b>Constats :</b> Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06-06-2023, l'exploitant a transmis le cahier des charges des travaux le 07-12-2023. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les actions menées en 2024 pour définir les dispositions à mettre en œuvre pour mettre en conformité les installations concernées. Celles-ci reposent sur la mise en place d'écrans de cantonnement et de dispositifs de désenfumage à commande automatique et manuelle en toiture. Des contraintes spécifiques ont également été prises en compte, en particulier, la présence d'amiante en toiture, les conditions de travail en hauteur et la nécessité de réaliser les travaux avec les installations en fonctionnement. Après réception des devis, au vu des budgets nécessaires à la mise en conformité des installations, l'exploitant a précisé que les travaux de mise en conformité n'ont pas été réalisés. L'inspection des installations classées a alors précisé que les échéances de mise en conformité fixées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06-06-2023 ne sont pas respectées et qu'au vu de l'absence de perspectives de mise en conformité à brève échéance, il est proposé à Monsieur le Préfet des suites administratives.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit, dans les plus brefs délais, mettre en conformité ses installations de traitement de surfaces avec les dispositions de l'article 3-II de l'AM du 30-06-2006 ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06-06-2023. Il précisera l'échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°2 : Dépassement de la concentration en Legionella pneumophila du 20-09-2024

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26-II-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise du risque de prolifération de légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/l
<b>Constats :</b> Le 20-09-2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un dépassement de la concentration en Legionella pneumophila au niveau de la tour RCC R2 Tour 1. Il a alors mis en œuvre les dispositions définies dans la procédure correspondante (en particulier, arrêt de la dispersion, nettoyage chimique et mécanique, mise en place de contrôles complémentaires, ...). Après analyse, l'exploitant a identifié la cause du dépassement, à savoir un surdosage de biodispersant. Les analyses de la concentration en Legionella pneumophila réalisées par la suite tous les 15 jours pendant 3 mois étaient conformes. Le 21-11-2024, l'exploitant a transmis le rapport global sur l'incident ainsi que l'analyse méthodique des risques, le plan d'entretien et le plan de surveillance actualisés. Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'état d'avancement des actions définies suite à l'incident. Il

a précisé que certaines actions ont également été mises en place sur les autres équipements du site concernés.

Cette présentation n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Enfin, l'exploitant a précisé que la vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent est programmée fin février.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport de vérification programmée fin février de l'installation établi par l'organisme indépendant et compétent, en application de l'article 26-IV-1 de l'AM du 14-12-2013.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°3 : Incidents - Rejets aqueux non-conformes**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rejets aqueux non conformes

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation (...) est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

**Constats :**

Par courrier du 11-12-2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un rejet d'effluents non conformes sur les paramètres Chrome total, Fer et DCO le 10-12-2024 lors d'une opération de nettoyage de la fosse de neutralisation / oxydation de la station de traitement des effluents Degrémont. Le rapport d'incident a été transmis par courrier du 20-12-2024.

Par courrier du 16-12-2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un rejet d'effluents non conformes sur les paramètres Chrome total, Fer, DCO et MES le 13-12-2024 suite à une panne de l'automate surveillant la station de traitement des effluents Degrémont. Le rapport d'incident a été transmis par courrier du 02-01-2025.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'état d'avancement des actions définies dans les deux rapports d'incidents transmis. Ceci n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°4 : Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, articles 18 et 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Article 18 : Valeurs limites d'émission

Article 21 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)

**Constats :**

<p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces de l'atelier de revêtement réalisé en décembre 2024.</p> <p>Lors de ce contrôle, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées, excepté pour le point de rejet "Chromage Aéro 1" de la ligne de traitement LRE2, pour laquelle la valeur en chrome hexavalent mesurée à 0,13 mg/Nm<sup>3</sup> est supérieure à la valeur limite d'émission fixée à 0,1 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant a alors précisé que ce point avait été identifié et que des travaux de réfection étaient programmés au niveau de l'Aéro 1 au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.</p> <p>Une nouvelle mesure est programmée fin mars 2025 suite à la réalisation de ces travaux.</p> <p>Par ailleurs, dans le rapport de contrôle présenté, il n'est pas précisé si la mesure du chrome hexavalent est réalisé sur la forme particulaire et sur la forme gazeuse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit remettre en conformité, dans les plus brefs délais, les émissions des installations "Chromage Aéro 1" de la ligne de traitement LRE2 avec la valeur limite d'émission en chrome hexavalent.</b></p> <p><b>Il réalisera de nouvelles mesures des émissions sur ce point de mesure justifiant le respect de la VLE suite à la réalisation des travaux de réfection programmés au 1<sup>er</sup> trimestre au niveau de l'Aéro 1.</b></p> <p><b>Par ailleurs, l'exploitant s'assurera que la mesure du chrome hexavalent est réalisée sur la forme gazeuse et sur la forme particulaire.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°5 : Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 18 et 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 18 : Valeurs limites d'émission</p> <p>Article 21 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces de l'atelier de revêtement réalisé en décembre 2024.</p> <p>Lors de ce contrôle, le point de rejet "Décapage - Dégraissage" de la ligne LRE2 n'a pas été contrôlé.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu préciser les raisons de l'absence de contrôle sur ce point lors de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit procéder au contrôle du point de rejet "Décapage - Dégraissage" de la ligne LRE2 dans les meilleurs délais.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°6 : Débit et vitesse d'éjection des rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> AM 02-02-1998 - Article 57 : La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5000 m <sup>3</sup> /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5000 m <sup>3</sup> /h. AP du 30-11-2001 - Article 18 : Valeurs limites d'émission
<b>Constats :</b> Dans le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces de l'atelier de revêtement, les débits et vitesses associées aux 2 points de rejet Chromage sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>Point de rejet "Chromage Aéro 1" : Débit = 9 857 Nm<sup>3</sup>/h - Vitesse = 2,36 m/s ;</li> <li>Point de rejet "Chromage Aéro 2" : Débit = 11 611 Nm<sup>3</sup>/h - Vitesse = 4,97 m/s.</li> </ul> Ces 2 points présentent donc une vitesse d'éjection insuffisante. Par ailleurs, pour 2 points de rejet de la ligne de traitement LRE1, les débits mesurés sont inférieurs au débit attendus : 39 607 Nm <sup>3</sup> /h pour le point de rejets "Etamage" (pour un débit fixé à 50 000 Nm <sup>3</sup> /h) et 3 994 Nm <sup>3</sup> /h pour le point de rejet "Passivation chromique" (pour un débit fixé à 10 000 Nm <sup>3</sup> /h).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit remettre en conformité les installations avec les vitesses d'éjection fixées à l'article 57 de l'AM du 02-02-1998. Il précisera les actions de remise en conformité définies et l'échéancier de travaux associé. L'exploitant analysera les raisons pour lesquelles les débits mesurés au niveau des points de rejets "Etamage" et "Passivation chromique" sont bien inférieures aux débits attendus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°7 : Rejets spécifiques des installations de traitement de surfaces

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2001, article 13-2-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> La consommation d'eau liées aux opérations de traitements de surfaces de la bande d'acier (dégraissage, décapage, étamage, chromage) est limitée à 0,5 l/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le suivi mensuel mis en place pour les rejets spécifiques des installations de traitement de surfaces de l'atelier de revêtement. Les rejets spécifiques calculés sont de l'ordre de 0,15 l/m <sup>2</sup> /fonction de rinçage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°8 : Suivi des équipements - Extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement



répartis sur la superficie à protéger. L'installation est notamment dotée : (...) b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le registre de sécurité justifiant que le dernier contrôle des extincteurs de l'établissement a été réalisé le 23-02-2024. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de contrôle correspondant ; l'exploitant a alors précisé que ce rapport n'a pas été établi par la société qui est intervenue.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit s'assurer que lors du prochain contrôle des extincteurs, sera établi un rapport de vérification. Il transmettra ce rapport à l'inspection des installations classées. En cas d'observation, il précisera les actions correctives mises en œuvre.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°9 : Suivi des équipements - Détection Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 10-II à IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 10-II : Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : (...) - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. Article 10-III : Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). (...) Article 10-IV : L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. (...)
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle réalisé sur les dispositifs de détection incendie de l'établissement le 05-11-2024. Il a précisé que ce contrôle était réalisé tous les 6 mois. Pour le bâtiment "Aval", ce rapport précise par zone les détecteurs présents et vérifiés. Cependant, les informations présentées ne permettent pas de s'assurer du respect des dispositions susvisées pour les installations de traitement de surfaces de l'atelier de revêtement.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Pour les installations de traitement de surfaces de l'atelier de revêtement, l'exploitant transmettra la liste des détecteurs présents avec leurs fonctionnalités (type ; localisation ; zone protégée).</b>
<b>Il justifiera que les équipements en place permettent de répondre aux dispositions des articles 10-II et 10-III de l'AM du 30-06-2006 rappelées ci-dessus.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°10 : Suivi des équipements - Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel. (...)</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les attestations de conformité Q18 établies suite aux contrôles des installations électriques réalisé le 18-11-2024 pour le bâtiment Aval - Ligne Revêtement 2 (listant deux non-conformités), le 04-11-2024 pour le bâtiment Aval - Annexe Ligne Revêtement 2 (ne listant pas de non-conformités) et le 18-07-2024 pour le bâtiment Aval - Ponts roulants (listant cinq non-conformités).</p> <p>L'exploitant a précisé que le contrôle des installations électriques pour la ligne de traitement LRE1 a été réalisé en janvier 2025 et que le rapport correspondant était en cours de rédaction.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Pour la ligne de revêtement LRE2, l'exploitant transmettra les derniers rapports de contrôle des installations électriques. Il précisera les actions correctives mises en place pour répondre aux non-conformités listées dans les attestations de conformité Q18 transmises.</b></p> <p><b>Pour la ligne de revêtement LRE1, l'exploitant transmettra, à réception, le rapport de contrôle des installations électriques réalisé en janvier 2025 ainsi que l'attestation de conformité Q18 correspondante. Le cas échéant, en cas de non-conformités, il précisera les actions correctrices envisagées ou mises en place.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°11 : Suivi des équipements - Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.</p>

Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un tableau récapitulant l'ensemble des observations émises lors des contrôles internes par thermographie à infrarouges réalisés au niveau des installations électriques du site par un technicien formé.

Pour les installations de traitement de surfaces du bâtiment Aval, il est précisé dans ce tableau que des contrôles ont été réalisés entre mars et mai 2024 pour la ligne de revêtement LRE2 et entre octobre et novembre 2023 pour la ligne de revêtement LRE1.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Pour les installations de traitement de surfaces, l'exploitant doit réaliser, annuellement, un contrôle de détection de points chauds au niveau des installations électriques par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Il précisera les dispositions mises en œuvre en ce sens.**

**Pour les contrôles réalisés en 2023 et 2024, il justifiera que ceux-ci ont été réalisés sur l'ensemble des installations électriques des lignes de revêtement LRE1 et LRE2 concernées ; il précisera également les actions correctives mises en place suite aux observations émises lors de ces contrôles.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois